



Les acteurs de l'alimentation et de l'agriculture

Troisième partie : La société civile¹

Le concept de société civile est souvent associé à une multitude d'acteurs, plutôt de type militant, cherchant à orienter les systèmes alimentaires vers plus d'équité et de durabilité. Cette vision de la société civile est trop restreinte, du point de vue de lafaimexpliquée.

En effet, l'une des caractéristiques de la société civile est la très grande diversité des organisations qui la composent, tant dans la forme institutionnelle qu'elles adoptent, les domaines particuliers sur lesquels elles se concentrent que des buts très variés et fréquemment contradictoires qu'elles poursuivent.

Certaines d'entre elles cherchent à préserver la situation prévalant à l'heure actuelle dans le domaine agricole et alimentaire, et le système alimentaire agro-industriel qui la caractérise, et à défendre des intérêts en place.

D'autres, au contraire, veulent transformer ce domaine et le système alimentaire dominant actuel². Elles contestent ceux qui sont aux manettes et qui en tirent un profit exagéré, et elles estiment, en général, qu'il est crucial de s'attaquer aux impacts délétères, économiques, sociaux et environnementaux qui découlent de cet état de faits, et de préserver l'avenir.

Vue de la sorte, la société civile se présente comme le lieu d'un débat intense – voire d'une lutte – opposant ceux qui souhaitent défendre l'orientation prise par un système alimentaire dominé par le secteur privé et ceux qui entendent le changer en modifiant les pratiques et en influençant l'État pour qu'il redirige les moyens d'intervention et de réglementation dont il dispose pour organiser la transition vers plus de durabilité.

¹ Ce texte réactualise et élabore la partie « Le cas particulier des entreprises multinationales » dans [Les principaux acteurs des politiques agricoles et alimentaires et leurs motivations](#), écrit en 2011 et actualisé 2013. Il est regroupé avec d'autres textes sur la page thématique [Les acteurs de l'alimentation et de l'agriculture](#).

² L'**orientation du système alimentaire dominant** se définit par une description des caractéristiques telles que les tensions, contradictions, relations de pouvoir et principaux processus qui le sous-tendent (division internationale du travail et commerce, formes dominantes du capital, règles et normes, forces sociales, technologie, etc.). Cela correspond à ce que la littérature anglo-saxonne appelle *food regime*.

Dans cet article, la société civile sera entendue comme comprenant toutes les organisations qui ne font partie ni de l'État ni des entreprises commerciales du secteur privé à but lucratif.

1. Un peu d'histoire

Héritière d'une longue tradition que l'on peut faire remonter au moins aux mouvements antiesclavagistes et pacifistes du XIXe siècle, la société civile a progressivement pris une place importante dans les processus de politiques tant au niveau global que régional et national.

Au niveau national, dans le domaine agricole et alimentaire, on a, par exemple, vu émerger une organisation comme la [Soil Association](#) (Association pour les sols) au Royaume-Uni, en 1946, préoccupée par la situation créée par le développement de l'agriculture et l'alimentation « moderne ». De même au Canada, au cours des années 1970, la People's Food Commission (Commission populaire sur l'alimentation) a regroupé plus d'une centaine d'organisations et documenté des conditions économiques et des systèmes alimentaires en voie de détérioration [[lire en anglais](#)].

En France, le **syndicalisme agricole** s'est développé dès la fin du XIXe siècle, favorisé par la loi Waldeck-Rousseau. Depuis la Seconde Guerre mondiale, le paysage syndical agricole y est dominé, à droite, par la FNSEA ([Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles](#) créée en 1946), le CNJA ([Centre national des jeunes agriculteurs](#), créé en 1957) et la CR ([Coordination rurale](#), 1992), et à gauche, par la Conf' ([Confédération paysanne](#), créée en 1986) et le MODEF ([Mouvement de défense des exploitants familiaux](#), créé en 1959).

Dans beaucoup de pays, l'agriculture dispose d'**associations ou chambres agricoles** qui rassemblent l'ensemble des acteurs économiques du secteur. Elles ont généralement un rôle d'échange, de formation et de diffusion des technologies nouvelles, et de plaider pour l'agriculture auprès du gouvernement. Ces organismes sont à la lisière entre la société civile et l'État, et peuvent avoir un statut d'association ou d'organisme parapublic, selon les pays. En Europe, leur création remonte souvent à la fin du XIXe siècle ou début du XXe siècle. Des organismes similaires existent également pour l'industrie, et l'on y trouve les industries agroalimentaires et les industriels de l'agrochimie de même que les producteurs d'outils et de machines agricoles.

L'évolution vers une idéologie de **libéralisation** qui s'est produite dans les années 1980 [[lire ici p.1](#) et [ici](#)], et les préoccupations concernant la détérioration de l'environnement physique ou sanitaire, plus récemment, ont créé une nouvelle vague d'activisme et l'émergence d'une **multitude d'organisations non gouvernementales (ONG) et d'associations** qui n'ont pas limité leurs activités à la défense de leurs intérêts, mais se sont aussi de plus en plus impliquées dans la fourniture de services (y compris l'aide alimentaire [[lire](#)]), l'éducation et le

renforcement des capacités, afin de **compenser au moins en partie le retrait de l'État** [\[lire en anglais\]](#).³

Au niveau local, dans les quartiers dits « populaires », les pouvoirs publics ont encouragé la création d'associations diverses qui pour beaucoup ont été interprétées comme moyen de « canaliser » et « socialiser » des énergies qui, si elles étaient laissées libres, pourraient présenter un danger politique – surtout quand elles sont alimentées par la discrimination et la frustration.

Bien que l'utilité de leurs actions soit reconnue dans la plupart des cas, les ONG ont parfois été critiquées pour leur manque de légitimité et leur inclination à défendre des idéologies ou des intérêts spécifiques de certains groupes. En effet, « leurs dirigeants ne sont pas élus ; leur responsabilité à l'égard des bailleurs de fonds fait généralement l'objet d'un contrôle se limitant à des paramètres financiers et technocratiques qui n'est pas rendu public, tandis que leur responsabilité devant les membres n'est pas établie », écrit V. Perret en 2003 [\[lire p.389\]](#). D'autres critiques portent sur la compétence technique quelquefois limitée de ses membres, le degré réel de leur proximité des populations pour lesquelles elles s'expriment, et sur des mécanismes de gouvernance interne parfois opaques [\[lire\]](#). Dans certains cas, ces organisations sont très dépendantes, politiquement ou financièrement, de certains États ou d'intérêts économiques et peuvent être instrumentalisées pour promouvoir les intérêts de ceux qui les soutiennent.

Au niveau international, la décision en 1992 par la Commission sur la gouvernance mondiale d'incorporer des acteurs non étatiques (organisations de la société civile – OSC – et entreprises multinationales, notamment) dans la gouvernance internationale fut une étape déterminante dans le développement de la société civile mondiale.

Ce développement a été vu par certains comme une « réponse fonctionnelle au déclin de la capacité et de la volonté des gouvernements d'assumer diverses fonctions sociales » [\[lire en anglais\]](#). Selon eux, l'intégration de la société civile dans les mécanismes de gouvernance a une double utilité : d'une part, « **ceux qui sont désavantagés par la globalisation de l'économie mondiale peuvent élever leurs protestations et chercher des alternatives** », et d'autre part, « **les États et les intérêts corporatifs influencent le développement de cette version courante de la société civile en vue d'en faire un levier pour stabiliser le statu quo social et politique... et l'hégémonie néo-libérale** » [\[lire p.391\]](#).

La réaction aux conséquences économiques et sociales des programmes d'ajustements structurels de la Banque mondiale et du FMI, l'échec des négociations de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Seattle (1999), la création du Forum social mondial alternatif (Porto Allegre, au Brésil, en 2001)

³ Dans les pays où le démantèlement de l'État a entraîné le licenciement de nombreux fonctionnaires, ceux-ci ont souvent, pour survivre, créé une « ONG », dans l'espoir de pouvoir bénéficier de contrats avec l'État ou ses partenaires étrangers. Dans certains pays, on a pu constater l'apparition de centaines d'ONG.

contre le Forum économique mondial de Davos⁴ et l'organisation systématique de contre-sommets sont autant d'étapes dans l'émergence de la société civile internationale [[lire p.391-392](#)].

Dans le domaine de l'alimentation, bien que le développement des systèmes alimentaires industriels dans les pays à revenu élevé et urbanisés ait pu réduire le prix de la nourriture et la part de l'alimentation dans les budgets des ménages, il a certainement soulevé des préoccupations chez les **consommateurs** concernant la qualité des aliments produits, leur impact sur la santé [[lire en anglais](#)] et sur les ressources naturelles et le changement climatique [[lire](#)]. Peu à peu, l'attrait pour la soupe en sachet « pratique » a été remplacé par un manque de confiance dans les industries alimentaires et leurs aliments ultratransformés contenant des colorants, des émulsifiants, du sel, du sucre et des centaines d'autres additifs, donnant naissance à ce qui a souvent été qualifié « d'activisme alimentaire ».

L'inquiétude a également gagné les pays à revenu faible et intermédiaire, surtout parmi les couches de la population plus aisées qui voudraient éviter de répliquer chez eux les erreurs faites dans les pays riches avec leurs conséquences.

Les campagnes des consommateurs en faveur d'aliments plus sûrs et moins nocifs pour l'environnement et la santé se sont ainsi multipliées au cours de la dernière décennie du XXe siècle. Elles ont été stimulées par la catastrophe de Bhopal (1984), la prise de conscience de la pollution par la dioxine et la crise de l'ESB (maladie de la vache folle), et ont pris une dimension toute particulière avec les tenues, à Rome, du Forum des ONG sur la sécurité alimentaire en parallèle du [Sommet mondial de l'alimentation](#) de 1996⁵ et du [Sommet mondial de l'alimentation : cinq ans après](#), en 2002.⁶

À la suite de ces sommets parallèles, la société civile internationale s'est engagée dans une alliance avec l'ONU et ses agences. Dans le domaine de l'alimentation, cette alliance s'est traduite par une collaboration étroite avec le [Comité pour la Sécurité alimentaire mondiale \(CSA\)](#) et la FAO. La réforme du CSA, résultant du constat de désorganisation et d'inefficacité fait face à la manière dont la crise de sécurité alimentaire de 2007-2008 a été gérée, a fait que quatre OSC (deux organisations professionnelles, une organisation de jeunesse rurale et une ONG) prennent part aux travaux du groupe consultatif du CSA. Ces membres sont soutenus par le [Mécanisme de la société civile et des populations autochtones](#) qui permet aux OSC de définir des positions communes (voir **encadré 4** p.13). Elle a également abouti à la publication, en 2018, de la Déclaration sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales [[lire](#)].'

⁴ Créé initialement en 1971 sous la dénomination « Symposium européen du management » avant de devenir le Forum économique mondial en 1987.

⁵ Le Forum des ONG a produit une déclaration en réponse à la Déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire mondiale [[lire au bas de la page, en anglais](#)].

⁶ Le Forum pour la souveraineté alimentaire a rassemblé à Rome, au *Palazzo dei Congressi* du 8 au 13 juin 2002, plus de 700 ONG et OSC, à la suite d'un processus de consultation et d'interaction qui a duré plus de deux ans [[lire](#)].

2. La société civile dans le système alimentaire mondial

Une catégorie mal définie ?

La frontière entre la société civile, le secteur privé et l'État n'est pas toujours claire, car les objectifs et les activités entreprises par ses membres ont parfois des similitudes avec les entités privées et publiques (par exemple, la prestation de services, la production de technologies, de normes ou de règles en vue de leur adoption par la société dans son ensemble). Ce manque de clarté est d'autant plus vrai que la définition de la société civile varie considérablement d'un pays à l'autre.⁷



Certains auteurs définissent la société civile comme une catégorie résiduelle regroupant toutes les organisations qui ne font pas partie des acteurs privés à but lucratif et des organismes publics. D'autres estiment que sa spécificité est que ses membres ont certaines caractéristiques intrinsèques : l'imprévisibilité,⁸ l'abondance d'idées et de pratiques alternatives à celles qui sont prépondérantes dans le courant dominant, une liberté de pensée et d'action répandue, le volontariat, fréquemment un certain degré d'activisme, une importance accordée au bien public (bien que ce qui est pris pour bon puisse être très différent selon

⁷ Des chercheurs de l'Université Johns Hopkins ont développé une classification internationale des organisations à but non lucratif (The International Classification of Nonprofit Organizations - ICNPO) dans les années 1990 [\[lire en anglais\]](#), mais cette classification n'est pas largement utilisée, car elle est jugée trop centrée sur les États-Unis.

⁸ C'est là une caractéristique qui, si l'on en croit les médias, semble être de plus en plus partagée par certains dirigeants politiques...

les organisations) et à une « pluralité de résultats souhaités », et des intérêts divers – parfois opposés [[lire en anglais p.41-54](#)]. Ces attributs la mettent peut-être dans la position de jouer un rôle particulier (voir **encadré 1**).

Encadré 1 - Le rôle spécial de la société civile

Les gouvernements et les sociétés privées sont prisonniers des choix technologiques dans lesquels ils ont investi leur crédibilité et des ressources qu'ils doivent récupérer d'une manière ou d'une autre, que ce soit par les impôts ou les marges.

Au contraire, la société civile a beaucoup plus de liberté pour faire les choix radicaux - les innovations révolutionnaires - nécessaires pour lutter contre les impacts négatifs actuels des systèmes alimentaires.

Le changement climatique accéléré, la perte de biodiversité, la dégradation des terres et des ressources en eau, la déforestation, les inégalités et les dangers pour la santé liés à l'alimentation ont tous été identifiés comme étant, au moins en partie, le résultat de la manière dont l'humanité produit sa nourriture. Mettre un terme à ces effets négatifs nécessite des transformations majeures dans la façon dont l'humanité produit et consomme sa nourriture.

Puisque les gouvernements et les sociétés privées sont enfermés dans des pratiques résultant de choix passés [[lire en anglais](#)], la société civile a un rôle spécial à jouer pour provoquer les choix nécessaires qui mèneront vers une nouvelle orientation plus durable du système alimentaire dominant [[lire p.1-2](#)].

Cela ne signifie pas que ce rôle sera facile à jouer. Par exemple, changer les habitudes alimentaires est un défi majeur pour les consommateurs. Pourtant, il est plus aisé pour eux de le faire que pour les gouvernements d'admettre des erreurs et de reconsidérer des choix et des alliances inappropriés, ou pour les sociétés privées d'abandonner une idéologie productiviste et de mettre de côté les technologies dans lesquelles elles ont investi et qui émettent de GES et épuisent les ressources naturelles. C'est tout aussi difficile pour elles de rompre les liens développés avec leurs puissants partenaires.

Cela explique probablement pourquoi la société civile est plus prompte à être impliquée dans la protection de l'environnement que les gouvernements [[lire](#)], sans parler des entreprises privées.

Diversité

Une des caractéristiques de la société civile est l'extrême diversité des organisations qui la compose. Les OSC sont engagées en faveur d'une pluralité de transformations qui rivalisent souvent entre elles et se chevauchent en partie.

Elles mobilisent des citoyens s'impliquant volontairement pour traiter des questions publiques sous d'innombrables formes hybrides et d'associations. Pour certains auteurs, les OSC jouent également un rôle de médiateur entre l'État et le marché dans un cadre démocratique [[lire en anglais](#)].

La société civile est faite d'une nébuleuse d'organisations non lucratives variées ayant des intérêts divers telles que les ONG, les organisations et syndicats professionnels, les organisations caritatives, les groupes communautaires, les groupes religieux et philosophiques, les réseaux organisés autour d'une question particulière, les entreprises à but non lucratif, les organisations de base et volontaires, les centres de réflexion indépendants et les fondations⁹, et diverses autres associations et groupes. De grandes entités professionnelles et riches en

⁹ Le cas des fondations est un peu particulier car elles peuvent, dans certains cas, être très proches d'entreprises privées [[lire p.7](#)].

ressources ayant des préoccupations très larges y coexistent avec de petits groupes de base qui peuvent se mobiliser autour d'un problème spécifique.

Encadré 2 - Le cas particulier des producteurs agricoles

Les producteurs agricoles et leurs organisations se trouvent dans une situation particulièrement délicate. D'un côté, ils sont pris au piège du système alimentaire existant comme les gouvernements et les entreprises, car ils ont effectué des investissements et, par conséquent, sont souvent très endettés, ce qui leur laisse peu de flexibilité pour changer leur façon de fonctionner.

La différence avec les gouvernements et les entreprises est cependant que les producteurs ont été poussés dans cette situation difficile par les récits, les politiques et les incitations passés du gouvernement et du secteur privé qui les ont amenés à adopter des technologies qui menacent clairement la base de ressources sur laquelle repose leur activité (terre, eau, biodiversité, climat, etc.) et qui affectent leur santé en raison des produits chimiques dangereux qu'elles demandent de manipuler [\[lire\]](#).

En conséquence, les agriculteurs sont souvent divisés : certains se sentent piégés et ne veulent pas changer, préférant continuer sur la voie qu'ils ont suivie depuis des décennies. Dans la plupart des cas, ils sont représentés par des syndicats d'agriculteurs majoritaires fréquemment très liés à des sociétés privées qui leur fournissent des produits agrochimiques et des machines ou transforment leur production en aliments transformés (de plus en plus ultratransformés) censés être les plus pratiques pour les consommateurs. À l'échelle mondiale, ce point de vue est probablement le mieux incarné par l'[Organisation Mondiale des Agriculteurs](#) (OMA), créée après la dissolution de la Fédération Internationale des Producteurs Agricoles (FIPA). En France, cette vision est celle de la FNSEA ([Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles](#)) qui considère les agriculteurs comme des entrepreneurs et dont les dirigeants sont souvent très proches des sociétés privées opérant dans les systèmes alimentaires.

D'autres, au contraire, parce qu'ils sont conscients des problèmes et que les revenus qu'ils gagnent sont bien inférieurs à ceux des travailleurs d'autres secteurs [\[lire les pages 4-7\]](#), estiment que la transition vers des systèmes alimentaires plus durables du point de vue économique, social et écologique, est une nécessité absolue. À l'échelle mondiale, ces idées sont le mieux représentées par [La Via Campesina](#). En France, c'est la position de la [Confédération paysanne](#).

Au cours de ces dernières années, de nouveaux syndicats agricoles sont apparus, animés par des idéologies populistes et conservatrices qui ont pris de l'ampleur dans le reste de la société et par la déception vis-à-vis des méthodes utilisées par les syndicats traditionnels. En France, c'est le cas de la [Coordination rurale](#) qui est plus encline à des actions radicales - voire violentes.

Certaines de ces organisations comprennent et représentent les personnes dont elles défendent les intérêts (par exemple les syndicats agricoles pour les agriculteurs – voir encadré 2). D'autres parlent au nom de groupes de population qui ne peuvent pas s'exprimer. D'autres encore agissent « dans l'intérêt de l'humanité »¹⁰ et non dans celui des individus qui les constituent et sont motivés par des valeurs telles que la justice, la solidarité et la réciprocité.

On oppose souvent la société civile au secteur privé, alors que certains de ses membres peuvent être très proches d'intérêts privés (chambres d'agriculture, de l'industrie et du commerce, fondation et centres de réflexion, notamment).

¹⁰ N. McKeon, *Who Speaks for the Poor, And Why Does it Matter?* UN Chronicle, 2010.



Objectifs et mode opératoire

Dans le domaine de l'alimentation, les objectifs des OSC comprennent fréquemment la production et la consommation alimentaires durables (d'un point de vue économique, social, environnemental et culturel), la promotion de systèmes alimentaires plus justes et durables, un poids plus important de la population dans une gouvernance plus démocratique, ainsi que le renforcement des compétences et l'amélioration de la santé publique.

Mais, comme cela a déjà été dit précédemment, il y a également parmi les OSC, des organisations qui, au contraire, sont conservatrices et veulent préserver le système actuel et certains intérêts particuliers (alliances entre compagnies privées opérant dans un sous-secteur donné, centres de réflexion, organisations professionnelles, etc.).

Les OSC ont recours à une vaste palette d'activités :

- la fourniture de services spécifiques (par exemple, aide alimentaire, renforcement des capacités, information, finance solidaire) – souvent en vue de combler les lacunes des services publics et privés accessibles –,
- la sensibilisation,
- le lobbying,
- le boycottage éventuel pour exercer une pression sur les autorités publiques et les acteurs privés afin d'orienter les systèmes alimentaires vers plus de durabilité,
- l'analyse critique des normes et politiques (voir par exemple, les rapports de [GRAIN](#)), et
- la promotion de politiques et programmes améliorés pour résoudre les problèmes liés à l'alimentation et réformer l'orientation dominante des

systèmes alimentaires (par exemple : la sécurité sociale alimentaire ou la souveraineté alimentaire).

Elles participent également activement aux processus sociaux et mécanismes de gouvernance (voir **encadré 3**), quand c'est possible, et établissent des systèmes alimentaires alternatifs.

Encadré 3 - Les actions de la société civile : l'exemple de l'Inde

En **Inde**, le virage libéral des années 1990 a fait que des OSC « œuvrant auparavant surtout au bénéfice du développement global de la société, ont... misé sur les actions visant à **responsabiliser le Gouvernement** et le rendre redevable de son devoir de bonne gouvernance. »

«Les OSC se sont donc engagées dans... des questions de **gouvernance**, de **plaidoyers** ou de **définition de politiques**, puis ont cherché à maximiser la **participation** de la population... au débat public, en vue de mieux pouvoir servir leurs intérêts. Ces actions... ont notamment **poussé le législateur à l'adoption de certaines lois importantes**».

Les OSC ont aussi critiqué «les politiques portant atteinte aux **droits fondamentaux** des citoyens, travaillant ainsi contre la **corruption** et militant pour une meilleure gouvernance... [alors que] la situation des **pauvres et marginalisés** de la société, à savoir les femmes, dalits, musulmans, autochtones, et 'primitive tribes' s'est détériorée et les situations d'inégalités se sont perpétrées.»

«La société civile indienne a... augmenté ses actions en matière de défense des **droits constitutionnels**». Ainsi, «les groupes de défense du **droit à l'alimentation** ont joint leurs efforts à ceux du pouvoir judiciaire afin de concrétiser ce droit et s'assurer que l'État en est redevable.»

Enfin, les OSC ont établi «des **bilans par rapport aux programmes sociaux existants**, en assurant l'analyse de leur efficacité et un compte-rendu des lacunes, allant même jusqu'à proposer des **modèles alternatifs** novateurs pour inspirer le gouvernement.»

Basé sur Dufresne, J., Les limites du rôle de la société civile dans la recherche d'une mise en œuvre effective du droit à l'alimentation : l'exemple indien, Université du Québec à Montréal, 2015 [[lire](#)].

Changer l'orientation du système alimentaire dominant ?

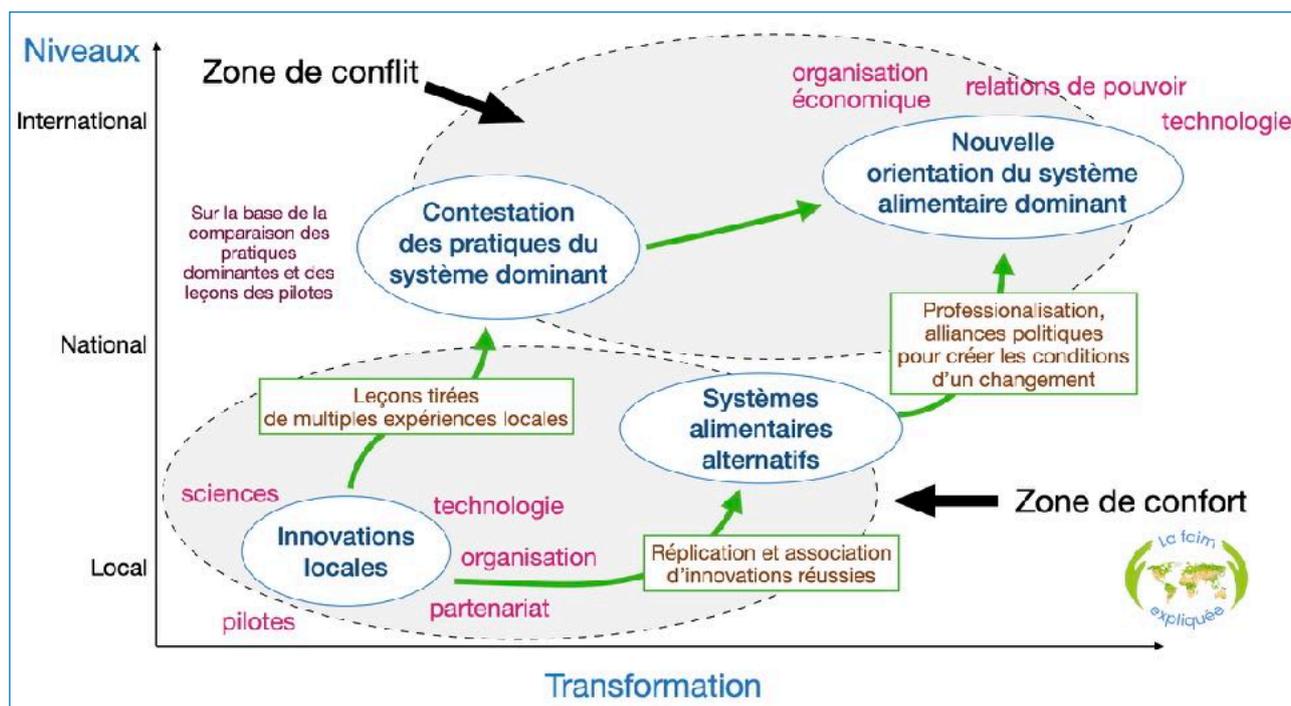
Certaines de ces OSC opèrent au sein de systèmes alimentaires alternatifs. Elles créent des projets pilotes dans lesquels des pratiques plus durables visent à démontrer comment un bien public peut être généré, parfois dans l'espoir qu'un succès puisse devenir un modèle qui soit reproduit et que certains de ses aspects puissent éventuellement être généralisés et contribuer à modifier – ne serait-ce que très partiellement –, l'orientation du système alimentaire industriel dominant actuel dans son ensemble.

Ces programmes résultent souvent de la préoccupation des consommateurs concernant la qualité et la sécurité sanitaire des aliments et de leur méfiance justifiée par rapport à la nourriture industrielle ultratransformée. Ils cherchent également à rétablir la confiance et les relations entre les producteurs et les consommateurs, à redistribuer de manière plus équitable la valeur au sein des chaînes d'approvisionnement et à expérimenter de nouvelles formes d'action collective [[lire en anglais](#)].

Certaines OSC s'engagent dans des actions plus spectaculaires, en vue de créer un débat de société autour de certains enjeux de la science. En France, on se souviendra de la couverture médiatique du procès des membres de la Confédération Paysanne, accusés de la destruction d'essais expérimentaux d'OGM en Ariège (en 2000) et d'installations du CIRAD¹¹ de Montpellier (2001) [lire].

La **figure 1** résume graphiquement les **quatre rôles principaux** des OSC dans la transition alimentaire qui sont le plus souvent identifiés dans la littérature spécialisée : innovation locale, développement de systèmes alimentaires alternatifs, contestation normative et réforme du système alimentaire industriel dominant [lire en anglais p.74-97]. Elle montre une « **zone de confort** » dans laquelle la partie de la société civile qui désire transformer les systèmes alimentaires peut tester et mettre en œuvre des innovations locales par des opérations pilotes mobilisant des connaissances scientifiques, des innovations technologiques et organisationnelles et des partenariats (entre producteurs, consommateurs, autorités locales, etc.), dont les leçons serviront à contester les pratiques dominantes et changer d'échelle, et à établir des systèmes alimentaires alternatifs. Elle marque également une « **zone de conflit** » dans laquelle s'affrontent, d'un côté, ceux qui veulent transformer le système alimentaire et, de l'autre, ceux qui entendent le préserver.

Figure 1 – Les principaux rôles pour la société civile dans la transformation de l'orientation du système alimentaire dominant



Adapté de [Durrant, 2014, p.118.](#)

Les exemples de succès obtenus incluent, entre autres, la création de chaînes d'approvisionnement équitables, le développement de la certification « bio », la multiplication des systèmes de groupes d'achat de consommateurs (tels que les

¹¹ CIRAD : Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement

Teikei au Japon, les AMAP en France et l'agriculture soutenue par la communauté – community-supported agriculture – dans les pays anglo-saxons), et d'autres formes de vente directe et de systèmes alimentaires locaux [\[lire\]](#). Certains de ces succès ont, au moins en partie, été repris marginalement par le système alimentaire dominant sans pour autant en modifier profondément la nature ou la logique [\[lire\]](#), créant des avancées importantes mais fragiles.

Pour mettre en œuvre leurs projets, les OSC mobilisent des ressources humaines considérables, majoritairement constituées de volontaires,¹² tandis que leurs ressources financières proviennent de donations privées, de subventions publiques et des revenus tirés d'activités commerciales non lucratives.

Malgré les succès obtenus, on peut douter du fait que l'approche décrite sur la **figure 1** puisse effectivement entraîner une modification significative et assez rapide de l'orientation du système alimentaire dominant, tant la résistance opposée par les tenants du système alimentaire paraît efficace, voire insurmontable, surtout à cause de la solide alliance objective existant actuellement entre les gouvernements et le secteur privé, alors que le basculement plausible du système écologique planétaire est de plus en plus proche [\[lire ici et ici, en anglais\]](#).

Des succès plus probants ne pourront sans doute être enregistrés qu'après un changement de rapport de force politique provoquant le remplacement de l'**alliance État-secteur privé** par une **alliance État-société civile (dirigée par les producteurs de base et les consommateurs)** qui établira les conditions d'une nouvelle orientation du système alimentaire dominant vers plus de durabilité économique, sociale et environnementale.

Car la société civile et l'État ont beaucoup à s'offrir mutuellement : la créativité, des informations de pointe, des succès concrets sur le terrain et la légitimité politique de la société civile, d'un côté ; et la légitimité institutionnelle, le pouvoir de décision, les ressources financières et une capacité de mise à l'échelle de la part de l'État, de l'autre [\[lire en anglais\]](#).

En attendant, les signes de la possibilité d'un tel renversement d'alliance ne sont pas encourageants. La vague populiste, conservatrice, affairiste et anti-environnement observée depuis 2024 dans le monde augure mal de la probabilité d'une alliance entre les États et la partie la plus innovante et démocratique de la société civile. Partout, les pouvoirs semblent se désintéresser des ressources naturelles, du climat, de la santé, des inégalités et du long terme, au profit de gains économiques et financiers immédiats. Ceux qui ne jurent que par l'économie et la finance renforcent leur domination, aveuglés par l'appât du gain, et ils paraissent oublier qu'on ne peut pas négocier avec la réalité physique et biologique [\[lire ici et ici\]](#).

¹² Un rapport du Food Ethics Council (2011) a estimé qu'il y avait 10 000 à 25 000 OSC au Royaume-Uni, employant l'équivalent de 20 000 employés à temps plein et mobilisant l'équivalent d'environ 80 000 bénévoles à plein temps.

Tandis que l'espoir d'une prise de conscience était vif il y a encore peu de temps [[lire en anglais](#)], le voilà étouffé par cette vague dont les causes sont en grande partie celles mêmes que ses protagonistes souhaitent nier. La crainte est que le monde se fasse rattraper par la réalité – les signes d'accélération de la dégradation du système écologique de la planète sont clairs. Alors, devant ce qui paraîtra inévitable, des solutions autoritaires seront mises en œuvre qui seront très probablement bien plus douloureuses que cette prétendue « écologie punitive » mais progressive et démocratique qu'il faudrait adopter maintenant.

Pour éviter ce scénario catastrophe, il paraît essentiel que la société civile, au niveau national, organise sa diversité (qui peut parfois friser le sectarisme, pour certaines organisations) pour parler d'une seule et forte voix (un peu sur le modèle de ce qui se fait au niveau international avec le MSCPA – voir **encadré 4** ci-dessous). Elle pourrait alors développer un mouvement politique porteur d'un message clair et pratique fait de propositions concernant l'ensemble des faiblesses du système économique (au-delà de la seule alimentation) qui pourrait entraîner l'adhésion de la majorité de la population.

3. Gouverner le système alimentaire mondial

Au niveau international, une grande partie de ce qui a été défini comme société civile « dénonce l'extension des règles économiques des pays développés à l'échelle mondiale, sans la mise en œuvre des mesures sociales compensatrices et des mesures institutionnelles régulatrices du marché » [[lire](#)], alors qu'une autre, au contraire, fait la promotion de ces mêmes règles, en particulier auprès des dirigeants politiques [[lire ici](#) et [ici](#)].

Les organisations internationales intergouvernementales (Agences des Nations Unies, Banque mondiale et banques régionales) se retrouvent souvent dans une position complexe, contradictoire et ambiguë dans leurs rapports avec le secteur privé et la société civile.

Par exemple, dans le domaine de l'alimentation, la FAO a en son sein une unité particulière chargée des liens avec la société civile [[lire](#)], dont la stratégie est de travailler avec les OSC « **dans des domaines techniques, des opérations d'urgence sur le terrain, la formation et le renforcement des capacités, et le plaidoyer en faveur de l'adoption des meilleures pratiques agricoles** » avec pour but de favoriser « **la prise en compte des points de vue des petits exploitants agricoles, des pêcheurs, des femmes, des jeunes et d'autres acteurs concernés dans les débats sur les politiques, sur les questions normatives et sur les sujets techniques, organisés par la FAO** » [[lire p.4](#)]. Pour cela, l'agence a signé des accords de partenariats avec le monde académique et de la recherche et avec des OSC. En même temps, la FAO considère que le secteur privé « **est un allié essentiel dans la lutte mondiale contre l'insécurité alimentaire, la malnutrition et la pauvreté rurale** » [[lire](#)] et elle noue des partenariats avec le secteur privé, notamment avec Croplife, qui groupe de grandes multinationales de l'agrochimie

telles que Bayer (Monsanto), Syngenta, BASF, Corteva, FMC et Sumitomo Chemicals [[lire en anglais](#)]...

La réforme du CSA, déjà mentionnée ci-dessus (p.4), a favorisé la structuration de la société civile, ce qui a certainement contribué à augmenter la coordination de la multitude des OSC opérant dans le domaine de l'alimentation. Cette coordination se fait, depuis 2010, dans le cadre du **Mécanisme de la Société Civile et des Peuples Autochtones** (MSCPA) (voir encadré 4).

Encadré 4 - Le Mécanisme de la Société Civile et des Peuples Autochtones (MSCPA)

Le Mécanisme de la Société Civile et des Peuples Autochtones (MSCPA) pour les relations avec le Comité des Nations Unies sur la sécurité alimentaire mondiale (CSA) est le plus important espace international regroupant les organisations de la société civile travaillant à l'éradication de l'insécurité alimentaire et la malnutrition.

Le MSCPA a été fondé en 2010, comme une partie essentielle et autonome du CSA réformé. Le but du MSCPA est de faciliter la participation de la société civile et son articulation dans les processus politiques du CSA.

Au cours des dernières années, plusieurs centaines d'organismes nationaux, régionaux ou mondiaux ont participé au MSCPA, structurés en 11 secteurs sociaux :

- les petits agriculteurs,
- les petits éleveurs,
- les pêcheurs artisanaux,
- les peuples autochtones,
- les travailleurs de l'agroalimentaire,
- les paysans sans terre,
- les femmes,
- les jeunes,
- les consommateurs,
- les populations urbaines en situation d'insécurité alimentaire et,
- les ONG.

L'ensemble des organisations concernées regroupent plus de 300 millions de membres affiliés, présents sur tous les continents.

La priorité est accordée aux organisations et aux mouvements des personnes les plus touchées par l'insécurité alimentaire et la malnutrition.

Les groupes de travail formés au sein du MSCPA travaillent actuellement sur les thèmes suivants : Systèmes alimentaires urbains et périurbains ; Gouvernance alimentaire mondiale ; Crises prolongées ; Suivi des décisions du CSA ; Femmes et diversités de genre ; Jeunesse.

Le MSCPA participe à divers processus politiques :

- participation au CSA (groupe consultatif et bureau),
- travail à la réponse aux crises alimentaires,
- publication de manifestes, tels que le [Manifeste des peuples sur le droit à une alimentation et une nutrition adéquates](#) ;
- critique du Sommet mondial sur les systèmes alimentaires ([voir la page thématique de la faim expliquée](#)).

Référence : [Mécanisme de la Société Civile et des Peuples Autochtones](#)

Cependant, là encore, « l'air du temps » ne paraît guère propice à une orientation clairement favorable à des systèmes alimentaires plus durables du point de vue économique, social et environnemental. Et pour l'instant du moins, et la conclusion de la fin de la partie précédente s'applique encore à ce niveau, tandis

que le mouvement mondial requis pour changer effectivement l'orientation du système alimentaire mondial reste, pour l'heure, une fiction.¹³

En attendant que cela change...

[Materne Maetz](#)
(avril 2025)

Lire aussi dans notre page thématique « [Les acteurs de l'alimentation et de l'agriculture](#) » :

- Première partie : Les États et les organisations intergouvernementales
- Deuxième partie : Les entreprises privées

Pour en savoir davantage :

- Durrant, R., [Civil society roles in transition: towards sustainable food?](#) University of Sussex, Thesis, 2014 (en anglais).
- N. McKeon, Who Speaks for the Poor, And Why Does it Matter? UN Chronicle, 2010 (en anglais).
- Koc, M., MacRae, R., Desjardins, E., & Roberts, W., [Getting Civil About Food: The Interactions Between Civil Society and the State to Advance Sustainable Food Systems in Canada](#). Journal of Hunger & Environmental Nutrition, 3(2-3), 122-144, 2008 (en anglais).
- Lang T., [Food industrialization and food power: Implications for food governance](#), Dev Policy Rev. 2003;21:555-568, 2003 (en anglais).
- Perret, V., [Les discours sur la société civile en relations internationales - Portée et enjeux pour la régulation démocratique de la mondialisation](#), Études internationales, Vol.34, 3, 2003.
- Kemp, R., Schot, J., & Hoogma, R., [Regime shifts to sustainability through processes of niche formation: The approach of strategic niche management](#), Technology Analysis & Strategic Management, 10(2), 175-198, 1998 (en anglais).
- Lipschutz, R. D., [Reconstructing World Politics: The Emergence of Global Civil Society](#). Millennium, 21(3), 389-420, 1992.

Sites web consultés :

- [Comité pour la Sécurité alimentaire mondiale \(CSA\)](#)
- [La société civile](#), FAO.
- [Mécanisme de la société civile et des populations autochtones](#)

Sélection d'articles déjà parus sur [lafaimexpliquée](#) et liés à ce sujet :

- [Les acteurs de l'alimentation et de l'agriculture – Deuxième partie : Les entreprises privées](#), 2025.

¹³ Voir la fin du roman de Materne Maetz '[Vengeances Romaines](#)'.

- [Réparer le système alimentaire grâce à l'innovation, la recette du Forum économique mondial, 2025.](#)
- [Politique, environnement et climat : prise de conscience populaire, répression et inaction, 2025.](#)
- [Faim, aide alimentaire et pauvreté dans les pays riches \(avec illustrations tirées des cas de la France et des États-Unis\), 2023.](#)
- [Gouvernance : unis pour décider ou divisés pour subir ? 2022.](#)
- [Agriculture, alimentation et développement économique – La pénalisation de l'agriculture et de l'alimentation est-elle une stratégie de développement durable ? 2022.](#)
- [Dénigrer les agriculteurs, c'est se tromper de cible : plaidoyer pour les agriculteurs français, 2019.](#)
- [Notre système alimentaire : quelques raisons d'espérer... 2017.](#)
- [La "Nouvelle Vision pour L'agriculture" du Forum de Davos est en marche... 2017.](#)
- [Les politiques agricoles et alimentaires en place sont-elles favorables à des systèmes alimentaires locaux durables ? 2015.](#)
- [L'imposition du modèle économique libéral, 2013.](#)
- [Les principaux acteurs des politiques agricoles et alimentaires et leurs motivations, 2013.](#)

Pages thématiques pertinentes sur la faim expliquée :

- [Gouvernance](#)
- [Les acteurs de l'alimentation et de l'agriculture](#)
- [Sommet sur les systèmes alimentaires](#)